À qui profitent les crises alimentaires ?

Dans les pays du Sud mais aussi en Europe, le droit à l'alimentation de centaines de millions de personnes est menacé par la flambée des prix. Cependant, certains acteurs du système tirent leur épingle du jeu. Parmi ceux-ci, les multinationales céréalières, les producteurs d'engrais chimiques et les spéculateurs.

Mediapart **Billet de blog** 9 janv. 2023 ***Par Amaury Ghijselings.***
https://blogs.mediapart.fr/cncd-111111/blog/090123/qui-profitent-les-crises-alimentaires?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

La faim progresse encore et toujours. Parler de crise alimentaire peut sembler inadéquat car le terme crise implique une manifestation soudaine d'un phénomène. Or, depuis des décennies, la faim n'est pas un problème conjoncturel, c'est une injustice structurelle. Cependant, il y a bel et bien des phénomènes qui viennent exacerber l'insécurité alimentaire permanente et qui nécessitent de sonner l'alerte en parlant de crise alimentaire.

De la pandémie à l'invasion russe, une crise d'accès

La pandémie de Covid-19 a perturbé un système déjà défectueux et provoqué une crise d'accès à l'alimentation. Celle-ci est liée aux blocages dans les chaînes logistiques mondiales, ainsi qu'à la perte de revenus empêchant des millions de personnes d'accéder financièrement à une alimentation saine et de qualité à un prix abordable. La guerre en Ukraine provoque elle aussi des perturbations systémiques à plusieurs égards (transport maritime, accès à l'énergie, inflation, insécurité…), entraînant à leur tour une hausse historique des prix alimentaires. A nouveau, l'accessibilité économique à la nourriture devient compliquée voire impossible pour des centaines de millions de personnes dans le Sud. En août, l'accord sur l'Initiative céréalière de la mer Noire a permis de relancer les exportations de céréales depuis cette région. Les prix globaux ont fortement baissé dans un premier temps, pour ensuite fluctuer au gré des tensions en mer Noire[1]. Force est de constater que cet accord seul ne permet ni de rétablir totalement les échanges régionaux, ni de ramener les prix des céréales à des niveaux abordables pour les pays du Sud.

Les systèmes alimentaires, déjà incapables de nourrir près de 10% de la population mondiale en "temps normal", se grippent et le Programme alimentaire mondial (PAM) annonce 57 millions de personnes malnutries supplémentaires rien qu'à cause de la guerre en Ukraine[2]. Non seulement, l'année 2022 aura connu un nombre croissant de famines dans les pays du Sud, mais l'insécurité alimentaire devient une problématique réelle pour les pays développés dans lesquels le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire ne fait qu'augmenter d'année en année.

Les profits des ABCD battent tous les records

Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde. Certains acteurs du système alimentaire tirent leur épingle du jeu de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine, à commencer par les entreprises transnationales céréalières. Quatre sociétés contrôlent à elles-seules plus de 70% du commerce des céréales[3]. Il s'agit de ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus, souvent nommés par leurs initiales, les ABCD. Les trois premières sont basées aux Etats-Unis, la dernière est française. Ensemble, elles ont réalisé environ 10,3 milliards de dollars de bénéfices nets en 2021. Le bénéfice net de Cargill en 2021, de 4,93 milliards de dollars, est le plus élevé depuis sa création[4]. La famille Cargill compte désormais douze milliardaires, soit quatre de plus qu'avant la pandémie[5]. Le premier trimestre 2022, moment où la Russie a envahi l'Ukraine, a aussi vu ADM engranger le meilleur chiffre d'affaires de son histoire[6].

Les bénéfices de ces entreprises n'explosent pas grâce à une croissance de leurs ventes mais bien grâce à une hausse des prix qui n'est en rien liée à leurs coûts de production. Selon l'ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, ces entreprises auraient pu éviter de telles envolées de prix en étant transparentes sur leurs réserves et en libérant leurs stocks en temps voulus[7]. Au lieu de cela, elles ont laissé planer les incertitudes sur les marchés, ce qui a entraîné une hausse historique des prix et, ce faisant, de leurs marges bénéficiaires. Rappelons aussi que ces « big four » comptabilisent la majorité de leurs opérations dans des paradis fiscaux, ce qui leur permet de maximiser ces profits historiques[8].

Ruée de spéculateurs sur les marchés agricoles

Dans l'ombre de ces multinationales, les fonds spéculatifs ont flairé l'opportunité de tirer profit de la situation. Des fonds qui n'opèrent pas d'habitude dans ce secteur se sont rués sur les marchés céréaliers. Deux semaines après l'invasion russe, le holding financier JP Morgan (la plus grande banque des États-Unis) encourageait ses clients à investir dans les fonds agricoles. Un rapport intitulé les "profiteurs de la guerre" a révélé que les deux fonds boursiers les plus importants dans le secteur des denrées agricoles avaient déjà atteint un total d'investissements de 1,2 milliard de dollars en mars 2022, alors que l'année 2021 s'était clôturée avec un total de 197 millions de dollars investis sur l'année entière[9].

En Europe, les 12 plus grandes banques d'investissement ont vu leurs revenus du négoce de matières premières passer de 6,5 milliards d'euros en 2019 à 11 milliards d'euros au cours des six premiers mois de l'année 2022. Parmi les principaux fonds pointés du doigt se trouve ABP, un fonds de pension néerlandais qui, en 2021 déjà, détenait environ 10 milliards d'euros d'investissements dans les matières premières alimentaires[10]. Ces fonds ont une responsabilité difficile à chiffrer dans la hausse des prix globaux, mais le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) dénonce sans détour leur responsabilité : "Il n'y a pas de pénurie alimentaire mondiale à l'heure actuelle. Ces chocs de prix sont clairement exacerbés par un certain nombre de dysfonctionnements sur les marchés céréaliers mondiaux, notamment la spéculation sur les matières premières." [11]

Le secteur des engrais, un autre oligopole qui s'enrichit

Parallèlement au secteur céréalier, les producteurs et distributeurs d'engrais chimiques ont également tiré profit de la crise. D'un côté, les prix explosent et impactent les comptes des pays du Nord comme du Sud : sur base d'un échantillon des engrais les plus utilisés dans neuf pays en développement (Ghana, Éthiopie, Pakistan, Sénégal, Kenya, Bangladesh, Zambie, Tanzanie, Nigéria), la facture totale de 2022 a augmenté de 295% par rapport à 2020. De l'autre, les bénéfices combinés de neuf des plus grands producteurs d'engrais au monde (Nutrien, Yara, Mosaic, ICL Group, CF Industries, PhosAgro, OCI, K+S, OCP) en 2022 sur l'ensemble de l'année s'élèveront à plus de 57 milliards de dollars, soit une augmentation de 440% des bénéfices par rapport à 2020[12]. Aujourd'hui, les quatre plus grands producteurs, Nutrien, Yara, CF Industries et Mosaic, produisent environ 33 % de tous les engrais azotés vendus dans le monde. En aval de la crise de 2008, des études avaient démontré que des ententes sur les prix avaient été scellées entre ces entreprises et qu'elles étaient responsables de plus ou moins la moitié de la hausse des prix.[13]

https://webshop.inkota.de/node/1691

Réguler la spéculation

L'urgence est de mettre fin aux effets néfastes de la spéculation. Les marchés à terme ne sont pas mauvais en soi et peuvent permettre de jouer un rôle de garantie pour les acteurs commerciaux, mais le manque de régulation autorisant des acteurs financiers à parier sur les fluctuations engendre des prix trop élevés pour les consommateurs et de dangereuses incertitudes pour les agriculteurs. Parmi les

décisions politiques envisageables au niveau européen, il y a la mise en place d'un registre permettant de savoir qui achète et détient des produits dérivés de matières premières pour plus de transparence, mais aussi la possibilité de prolonger cela avec une interdiction pour les fonds purement spéculatifs d'y accéder.

Réguler la spéculation n'est pas une idée neuve. La crise de 2008 avait déjà ouvert les débats et engendré quelques changements, mais force est de constater que les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous et que tout reste à faire. Obtenir une entente internationale sur cette question est compliqué. Tenter d'obtenir des avancées sur les marchés européens serait déjà une avancée majeure. Une révision de la directive sur les marchés d'instruments financiers (MiFID), qui fixe les règles de base pour les fournisseurs de produits d'investissement en Europe est la porte d'entrée idéale pour ce faire. Le processus est en cours mais ne semble pas prendre la direction d'une régulation accrue[14].

Construire des stocks stratégiques

La question des stocks est en lien avec la spéculation. Depuis la mise en place de l'OMC, le stockage public est strictement balisé et les grandes multinationales évoquées ci-dessus en tirent profit. En effet, des stocks publics de céréales permettent de réguler les prix. Les Etats stockent des céréales quand les prix sont bas et ouvrent les vannes lorsque les prix sont trop élevés. L'offre croît et les prix baissent automatiquement. Mais la logique du privé est autre, il peut profiter du manque de transparence sur l'état des stocks pour augmenter ses profits en vendant quand cela l'arrange.

Un G20 agricole s'était tenu en réaction de la crise alimentaire de 2008. Des propositions intéressantes étaient sur la table mais elles ne furent pas retenues. La transparence a été développée via la mise en place système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), mais seulement pour les stocks publics. Quant à l'idée de mettre en place un système de gestion multilatérale des stocks, le projet n'a jamais été mise en place. Pourtant, augmenter les quantités de stockage public sur base d'une gestion transparente et développer des mécanismes de solidarités multilatérales pour répondre aux urgences humanitaires et aux épisodes d'explosions de prix sont les bases indispensables d'une véritable souveraineté alimentaire[15].

Réformer l'accord sur l'agriculture à l'OMC.

Parallèlement au stockage, sortir du dogme du libre-échange et remettre le commerce international à sa juste place est nécessaire. Il est possible d'autoriser les pays les plus fragiles à appliquer des droits de douane modulables : dans le but de stabiliser le prix d'entrée des produits, les droits de douanes pourraient être importants en période de prix bas et très bas, voire suspendus, quand les prix sont hauts[16].

Autoriser les protections douanières et la constitution de stocks régionaux nécessiterait des réformes au niveau de l'OMC. Or, les négociations patinent depuis le cycle de Doha en 2001. Quant aux stocks publics, quelques dérogations sont autorisées depuis la conférence ministérielle de Bali en 2013 en attendant que l'accord sur l'agriculture soit revu et corrigé, ce qui a par exemple permis à l'Inde de se doter de stocks qui ont permis de réduire les ondes de choc. Mais que ce soit en Inde, en Asie du Sud-Est ou en Afrique de l'Ouest, ces stocks sont encore trop limités pour pouvoir réellement limiter les envolées de prix dans des contextes extrêmes comme celui d'une pandémie mondiale ou d'un conflit aux dimensions mondiales[17].

Financer l'agroécologie

En attendant ces changements systémiques, chaque région du monde a des marges de manœuvre pour influencer les modes de production agricoles. L'UE consacre un de ses budgets les plus importants à sa Politique agricole commune (PAC). Plus que jamais, les subsides devraient soutenir la transition vers

des systèmes alimentaires agroécologiques. Taxer les superprofits des multinationales de l'agroalimentaire permettrait d'augmenter la manne financière à disposition de la transition.

Les systèmes alimentaires durables sont capables de nourrir nos populations d'aujourd'hui tout en garantissant la durabilité des systèmes alimentaires pour demain. L'agroécologie augmente aussi la résilience de nos systèmes, car elle de fonde sur des chaînes de valeur relocalisées et se passent d'intrants chimiques. Les pays à faible revenus n'ont certes pas autant de marge de manœuvre que l'UE, mais chaque décision compte. Pour soutenir l'agroécologie dans ces pays, l'UE doit orienter les financements de la coopération au développement vers les acteurs et actrices de la transition dans les pays bénéficiaires. Et bien entendu, s'assurer que ses choix en matière de politique agricole régionale n'ont pas d'effet négatif sur les systèmes alimentaires des pays en développement.

Amaury Ghijselings.

[1] Conseil européen, Infographic – Ukrainian grain exports explained.

[2] PAM, Projected increase in acute food insecurity due to war in Ukraine, mars 2022,

[3] UkrAgroConsult, Grain Traders See Record Profits Amid Food Crisis, Prompting Calls For Windfall Tax, 29 août 2022

[4] Agence Ecofin, En 2021, les 4 géants mondiaux du négoce agricole ont accumulé plus de 10 milliards $ de bénéfices, 29 avril 2022

[5] Oxfam, Quand la souffrance rapporte gros, 23 mai 2022

[6] Swinweb, Cargill posts record revenue of US$165B for fiscal 2022, 11 août 2022

[7] UkrAgroConsult, Grain Traders See Record Profits Amid Food Crisis, Prompting Calls For Windfall Tax, 29 août 2022

[8] The Guardian, The global food crisis: ABCD of food – how the multinationals dominate trade, 2022

[9] LightHouse reports, Pension funds: Gambling with savings and fuelling hunger, octobre 2022

[10] LightHouse reports, Pension funds: Gambling with savings and fuelling hunger, octobre 2022

[11] FAO, Another perfect storm?, 2022

[12] ATP, Le piège des engrais, 8 novembre 2022

[13] Inkota, Golden bullet or bad bet? New dependencies on synthetic fertilisers and their impacts on the African continent, 2022

[14] EU Observer, How Europe's pension funds are gambling with food prices, 12 octobre 2022

[15] Bernard Valluis, Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve, 3 mai 2022

[16] Ibrahima Coulibaly, Amadou Hamadoum Dicko, Assalama Dawalack Sidi et Laurent Levard, Garantir la sécurité alimentaire en protégeant le marché ouest-africain face aux importations à bas prix, Le Monde Afrique, 3 mai 2022

[17] FAO, Public food stockholding. A review of policies and practices, 2021